

**ROYAUME DU MAROC
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN**

***RESULTATS DE L'ENQUETE SUR
L'INVESTISSEMENT DU SECTEUR
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
EXERCICE 2001***

DECEMBRE 2004



**DIVISION DU RECENSEMENT ECONOMIQUE ET DES
ENQUETES AUPRES DES ETABLISSEMENTS**

DIRECTION DE LA STATISTIQUE

Sommaire

Avant-Propos.....	3
I- Aperçu méthodologique de l'enquête.....	4
1. Objectifs de l'enquête.....	4
2. Unité d'observation.....	5
3. Champ de l'enquête.....	5
4. Support de l'enquête	7
5. Mode d'administration du questionnaire	7
II- Cadre conceptuel et système d'évaluation.....	8
1. Concepts et définitions	8
2. Système d'évaluation	11
III- Principaux résultats de l'enquête	13
1. Acquisitions d'actifs non financiers.....	13
2. Formation brute de capital fixe (FBCF).....	19
3. Répartition fonctionnelle des investissements.....	20
4. Acquisitions d'actifs non financiers et types de budget affectés.....	24
5. Financement des investissements.....	25
Annexes.....	28

AVANT-PROPOS

La Direction de la Statistique relevant du Haut Commissariat au Plan a réalisé au cours de la période « Décembre 2002-Mai 2003 » une deuxième enquête sur l'investissement du secteur des Administrations Publiques au titre de l'exercice 2001. Les principaux objectifs de cette opération statistique sont essentiellement l'observation du volume de l'investissement réalisé par les différentes entités relevant du secteur des Administrations Publiques et la détermination de la contribution de ce secteur dans l'investissement global national.

Cette enquête ambitionne de compléter le programme des enquêtes du Haut Commissariat au Plan ayant touché en particulier le domaine d'investissement. Elle concerne l'ensemble des entités administratives composant le secteur des Administrations Publiques au sens de la comptabilité nationale (Ministères et institutions, collectivités locales, établissements publics administratifs (EPA) et services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA)).

L'objet de ce rapport^(*) est de présenter les résultats de cette enquête. Ces derniers permettront aux différents utilisateurs de se faire une idée précise sur le contenu des flux des différentes catégories d'actifs non financiers effectués au titre de l'année 2001.

Il importe de préciser à ce niveau que la réalisation de cette enquête s'est heurtée à quelques difficultés qui ont rendu parfois difficile la collecte, l'exploitation et le traitement des données. Il s'agit notamment de la conversion des opérations budgétaires aux opérations fondées sur des règles d'enregistrement en droits constatés et de l'absence d'un système comptable, normalisé à l'ensemble des unités des Administrations Publiques.

^(*) Ce rapport a été le fruit d'une équipe de travail composée de cadres, de techniciens et d'agents relevant aussi bien de la division du recensement économique et des enquêtes auprès des établissements de la Direction de la Statistique que des Directions régionales relevant respectivement du Haut Commissariat au Plan, et dont les travaux de coordination et de synthèse ont été assuré par :

M. Jilali RAHALI : chef de la division du recensement économique et des enquêtes auprès des établissements ; Direction de la Statistique ; Haut Commissariat au Plan ;

M. El houssine LAZARO : chef de service des enquêtes auprès des établissements à but non lucratif ; Division du recensement économique et des enquêtes auprès des établissements ; Direction de la Statistique ; Haut Commissariat au Plan.

I - APERCU METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE

A l'instar des autres agents économiques, le secteur des Administrations Publiques effectue, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, des opérations d'acquisition des actifs non financiers. Le montant et la nature de ces opérations sont des éléments d'information d'importance capitale pour la mesure de la formation de capital de toutes les unités relevant de ce secteur, et pour la connaissance de leur contribution au financement de la formation de capital des autres unités et ce, par l'octroi des subventions d'investissement et des autres transferts en capital.

Tous ces éléments ont été recueillis exhaustivement auprès des entités administratives publiques dans le cadre de cette investigation dont l'opportunité est dictée par l'importance de ce secteur dans la conduite de toute politique économique et sociale du pays.

1. Objectifs de l'enquête

Les objectifs assignés à l'enquête consistent à déterminer :

- l'investissement réalisé par les différentes unités relevant du secteur des Administrations Publiques selon les catégories de produits retenus dans le cadre des comptes nationaux;
- la contribution du secteur des Administrations Publiques dans l'investissement national;
- les transferts en capital par destination (subventions d'équipement ou aide à l'investissement) et les concessions à des tiers;
- la ventilation fonctionnelle des investissements;
- les sources de financement des investissements pour les collectivités locales, les EPA et les SEGMA;

2. Unité d'observation

L'unité d'observation est l'entité administrative définie comme toute unité institutionnelle sous contrôle des pouvoirs publics et dont la fonction principale consiste à produire des biens et services non marchands, gratuitement ou quasi gratuitement, destinés à la consommation individuelle et collective et /ou à effectuer des opérations de redistribution de revenu et de la richesse nationale.

3. Champ de l'enquête

L'enquête couvre toutes les entités administratives retenues dans le secteur des Administrations Publiques au sens de la comptabilité nationale.

Ainsi, le champ de l'enquête regroupe 2284 entités administratives ventilées de la manière suivante :

- les départements ministériels et institutions (41 entités);
- les institutions publiques sans but lucratif de l'administration publique centrale et locale (établissements publics à caractère administratif) (378 entités);
- les services de l'Etat gérés de manière autonome (*SEGMA*) (150 entités);
- les conseils des régions économiques (16 entités);
- les conseils des préfectures et provinces (71 entités);
- les conseils des communes urbaines (249 entités) ;
- les communautés urbaines (14 entités);
- les conseils des communes rurales (1298 entités);
- les syndicats de communes (67 entités).

Le tableau suivant retrace les unités enquêtées par catégorie d'administration et par région.

REPARTITION DES UNITES ENQUETEES PAR REGION ET PAR CATEGORIE D'ADMINISTRATION

Régions	Ministères, services assimilés et institutions	Collectivités locales	Institutions publiques sans but lucratif		Total
			EPA	SEGMA	
Oued Ed-Dahab - Lagouira	-	16	4	1	21
Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra	-	17	7	2	26
Guelmim - Es Semara	-	66	10	4	80
Souss-Massa - Draâ	-	259	24	11	294
Gharb - Chrarda – Beni Hssen	-	81	11	4	96
Chaouia - Ouardigha	-	133	21	6	160
Marrakech - Tensift-Alhaouz	-	226	29	9	264
Oriental	-	130	26	8	164
Grand Casablanca	-	54	37	14	105
Rabat – Salé – Zemmour - Zaers	41	71	67	50	229
Doukala - Abda	-	95	19	5	119
Tadla - Azilal	-	90	18	2	110
Meknes - Tafilalet	-	154	32	9	195
Fès - Boulemane	-	70	22	10	102
Taza - Al Hoceima - Taounate	-	143	21	4	168
Tanger - Tétouan	-	110	30	11	151
Total	41	1 715	378	150	2284

4. Support de l'enquête

Trois types de questionnaires ont été réservés à l'enquête. Le premier concerne les départements ministériels, les institutions et les services similaires (Questionnaire Etat). Le second se rapporte aux établissements publics à caractère administratif y compris les régimes de sécurité sociale et les services d'Etat gérés de manière autonome (Questionnaire Etablissement public et SEGMA). Le dernier est relatif aux conseils, communes et communautés (Questionnaire collectivités locales).

Chaque questionnaire se compose des principaux volets suivants:

- Identification de l'entité administrative;
- Acquisitions des immobilisations ;
- Immobilisations réalisées pour compte propre (travaux en régie ou travaux faits par l'entité administrative pour elle-même);
- Transferts en capital et concessions;
- Ventilation fonctionnelle des immobilisations;
- Financement des investissements au niveau des questionnaires "Collectivités Locales" et "EPA et SEGMA".

5. Mode d'administration du questionnaire

Vu la nature du champ de l'enquête et du caractère spécifique des données à recueillir, les enquêteurs du Haut Commissariat au Plan se sont présentés auprès des entités administratives pour collecter les données par entrevues directes. A cet égard, il est important de souligner que l'autorité compétente de l'entité administrative a collaboré dans la réalisation de l'opération.

II - CADRE CONCEPTUEL ET SYSTEME D'EVALUATION

La mise au point d'un cadre conceptuel et de principes d'évaluation des données de l'enquête est nécessaire à la production des données statistiques adaptées à l'analyse de l'investissement des Administrations Publiques en termes macro-économiques. Ledit cadre vise la quantification des objectifs selon des principes pré-établis et retenus pour le recueil de données.

1. Concepts et définitions

1.1 Secteur des Administrations Publiques

Le secteur des Administrations Publiques regroupe toutes les entités administratives situées sur le territoire économique national (urbain et rural) pouvant appartenir soit aux services des pouvoirs publics centraux (législatif, judiciaire ou exécutif), soit aux pouvoirs publics locaux, soit à des organes chargés des régimes de sécurité sociale. Il comprend également les institutions à but non lucratif contrôlées et majoritairement financées par les pouvoirs publics.

1.2 Sous-secteurs des Administrations Publiques

Le secteur des Administrations Publiques est subdivisé en trois sous-secteurs, selon le critère de compétence générale ou plus spécialisée. Il s'agit des ministères et institutions, des collectivités locales et des institutions publiques sans but lucratif.

a- Ministères et institutions

Ils regroupent les fonctions du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Ils constituent le premier sous-secteur. Leurs opérations sont retracées dans le budget général de l'Etat et les comptes spéciaux du Trésor.

Ainsi, les opérations de dépenses sont structurées par ministère et institution et, à l'intérieur de chaque unité, ces dépenses sont ventilées en rubriques désignant d'une part le motif de la dépense, et d'autre part sa nature économique.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils sont gérés par les ministères et institutions. Leurs opérations sont prévues, autorisées et exécutées selon des procédures analogues à celles du budget général.

b- Collectivités locales

Elles regroupent les conseils régionaux, provinciaux, préfectoraux et communaux. Elles englobent également les communautés urbaines et les syndicats de communes, lesquels sont nés, soit de l'élargissement à plusieurs communes de l'assiette financière nécessaire aux travaux d'équipement, soit de l'exploitation sous tutelle de certains services publics. Leurs opérations sont retracées dans des comptes administratifs.

c- Institutions publiques sans but lucratif (IPSBL)

Ces institutions ou organismes ont des statuts juridiques très variés et exercent leurs activités, essentiellement non marchandes, dans de nombreux domaines tels que l'enseignement, la santé, la recherche, l'agriculture, l'administration générale, la culture, les actions sociales et économiques,... Il s'agit des établissements publics administratifs (EPA) non considérés comme des entreprises publiques, à compétence nationale ou locale. Ces unités sont plus ou moins autonomes et dans lesquelles le pouvoir de décision de l'unité de tutelle est prépondérant. Leurs budgets sont alimentés principalement par des subventions et leurs opérations sont consignées dans des comptes administratifs parfois dans la comptabilité d'entreprise. Les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) font partie des ministères de tutelle en raison de leur dépendance vis à vis de ces ministères en termes de comptabilité nationale. Dans le présent rapport, les SEGMA sont regroupés avec les EPA.

Les établissements publics à caractère commercial et industriel produisant principalement des biens et des services marchands ne sont pas intégrés dans le secteur des Administrations Publiques; ils sont classés dans le secteur des sociétés non concernées par cette enquête. Ils ont été saisis dans le cadre des enquêtes de structure réalisées auprès des entreprises.

1.3 Investissements

La notion d'investissement retenue par l'enquête s'étend aux opérations qui consistent à accumuler le capital par les unités retenues dans le champ d'observation. Il s'agit de la valeur du total de la formation brute de capital fixe (FBCF), des variations des stocks, des acquisitions nettes des cessions d'objets de valeur et des actifs non produits (terrains et actifs incorporels non pris en compte dans la FBCF).

La **FBCF** est mesurée par la valeur totale des acquisitions nettes des cessions d'actifs fixes, y compris la valeur des actifs fixes réalisés par les entités pour leur compte propre (travaux faits par l'entité pour elle-même).

Les actifs fixes correspondent aux immobilisations corporelles et incorporelles issues du processus de production. Ils sont utilisés pendant plus d'un an, c'est-à-dire qu'ils doivent figurer durablement dans le patrimoine de l'entité.

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement des constructions (bâtiments et ouvrages d'infrastructure), du matériel et des améliorations majeures apportées à ces immobilisations (grosses réparations et aménagements).

Les immobilisations incorporelles, considérées comme capital fixe, correspondent à la prospection minière, les logiciels, et les œuvres récréatives, littéraires et artistiques originales.

Les améliorations majeures des immobilisations sont des travaux dont l'objet est d'apporter des changements significatifs à certaines des caractéristiques des immobilisations pour augmenter leur durée d'utilisation. Il s'agit, entre autres, de la rénovation, l'agrandissement, la reconstruction, l'extension d'une construction, les travaux d'amélioration des terrains, ... Toutefois, les travaux courants d'entretien et de réparation ne font pas partie de cette catégorie.

1.4 Transferts en capital

Ils se définissent comme l'opération par laquelle une entité économique (administrative ou non) engage des transferts, destinés à l'investissement, au profit d'une autre entité (administrative ou non) sans recevoir en retour une contrepartie. Les transferts en capital peuvent se faire en espèces ou en nature.

Les transferts en espèces se traduisent par l'octroi ou/et la perception des moyens de paiement pour financer les acquisitions des actifs non financiers (moyens de transport, bâtiments et ouvrages de travaux publics, machines, terrains...). Quant aux transferts en nature, ils correspondent au transfert de la propriété de ces actifs.

Les aides à l'investissement, les subventions d'équipement et les annulations des dettes font partie des transferts en capital effectués par les entités administratives à d'autres entités économiques, ou inversement, pour financer en partie ou en totalité des projets d'investissement. Ces transferts comprennent également la contre-valeur des investissements réalisés par les entités administratives pour le compte des autres unités appartenant au secteur des Administrations Publiques ou aux autres secteurs.

2. Système d'évaluation

Les données de l'enquête sont fondées sur des principes et des règles permettant d'intégrer l'information budgétaire, en matière d'investissement, dans un cadre macro-économique et d'analyser, d'une manière appropriée, les interactions et les flux qui existent entre les différentes composantes du secteur des Administrations Publiques et entre celui-ci et les autres agents économiques.

A cet effet, la différence entre le système comptable des entités administratives et celui de la comptabilité nationale conduit à la détermination des montants des opérations d'investissement réalisées dans le cadre de l'exécution des lois de finances selon l'optique patrimoniale comme pour les entreprises. L'objectif est d'assurer la cohérence et la comparaison entre les données de l'ensemble des secteurs de l'économie nationale et de permettre une analyse économique adéquate. Il y a lieu de retenir à cet égard que :

- la période couverte par l'enquête correspond à l'année civile 2001. Les données observées se rapportent aux opérations réalisées dans le domaine de l'investissement entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année 2001 ;

- les rubriques et postes constitutifs du questionnaire ont été largement inspirés de la nomenclature budgétaire, mais structurés conformément aux objectifs de l'enquête ;
- le régime d'exercice budgétaire repère les montants effectifs des dépenses exécutées sur la base des règlements. Cependant, les opérations prises en compte dans le cadre de l'enquête sont enregistrées sur la base des droits constatés. L'optique décaissement qui prévaut actuellement comme base de comptabilisation dans la comptabilité publique ignore ce principe ;
- l'enregistrement sur la base des droits constatés correspond à l'acte de la réalisation effective de l'opération économique, alors que l'enregistrement budgétaire s'intéresse uniquement aux encaissements et décaissements. Le droit constaté correspond au mode d'enregistrement préconisé par la comptabilité nationale. Ainsi, les valeurs correspondantes à chaque catégorie d'investissement doivent être enregistrées au moment de l'acquisition ou/et de cessions des actifs non financiers. L'achat d'un bien de capital fixe est enregistré lorsque la propriété du bien est transférée et non lorsque le paiement correspondant est effectué. D'où la transformation "règlements effectifs /droits constatés" s'impose et ce en procédant à des ajustements appropriés. Ce problème sera relativement dépassé une fois le projet du nouveau plan comptable public marocain adopté et mis en application.

III- PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE

L'objet du présent chapitre est de fournir une vue d'ensemble sur les résultats globaux de l'enquête sur l'investissement des Administrations Publiques pour l'année 2001. Les tableaux commentés ci-après présentent les résultats de l'enquête au niveau national pour les trois groupements d'entités composant le secteur des Administrations Publiques. Les informations détaillées peuvent être consultées en annexe de ce rapport.

1. Acquisitions d'actifs non financiers

Elles correspondent à la somme des valeurs des immobilisations, acquises en 2001, augmentées des dépenses affectées aux études et recherches. Au cours de cet exercice, le montant global des acquisitions nettes de cessions réalisées par le secteur des Administrations Publiques a atteint 17 milliards de DH, enregistrant ainsi une hausse de 70,7% par rapport à l'exercice 1998. Ce montant représente 19,9% de la formation brute de capital au niveau national.

Pour l'ensemble du secteur des Administrations Publiques, les ouvrages d'infrastructure et le bâtiment représentent les domaines prioritaires, constituant la majorité des acquisitions.

Les investissements en matière d'ouvrages d'infrastructure représentent en effet 40,4% des réalisations, soit 6,9 milliards de DH. Ils ont augmenté de 99,5% par rapport à l'exercice 1998. Ces investissements ont concerné essentiellement les voies et les réseaux d'eau et d'électricité. L'Etat et les collectivités locales sont les principaux intervenants dans ce domaine. Leurs contributions sont respectivement de l'ordre de 42,5% et 39%.

Le bâtiment vient en deuxième position, avec une contribution globale de 26,4%, soit 4,5 milliards de DH, marquant alors une augmentation de 96,8% par rapport à l'année 1998. L'Etat est le principal intervenant en ce domaine avec une contribution de 72,1%.

Quant au matériel, il prend la troisième position après les ouvrages d'infrastructure et le bâtiment. Les acquisitions en matériel représentent 22,6% de l'ensemble des investissements du secteur des Administrations Publiques, soit 3,8 milliards de DH, enregistrant une hausse de 17,0% comparativement à l'exercice 1998. L'intervention de l'Etat dans ce domaine reste la plus importante avec une contribution de 61,7%.

Tableau 1 : Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers et structure par type d'immobilisations et par groupement d'administrations.

Types d'immobilisations		Ministères, institutions,...	EPA & SEGMA	Collectivités locales	Ensemble	Variation par rapport à 1998 (en %)
Terrains	Valeur (en millions de DH)	849	65	-13	901	1151,4
	% Ligne	94,2	7,2	-1,4	100	
	% Colonne	8,4	2,4	-0,3	5,3	
Bâtiments	Valeur (en millions de DH)	3230	366	883	4479	96,8
	% Ligne	72,1	8,2	19,7	100	
	% Colonne	32,1	13,5	20,8	26,4	
Ouvrages d'infrastructure	Valeur (en millions de DH)	2919	1268	2676	6863	99,5
	% Ligne	42,5	18,5	39	100	
	% Colonne	29,1	46,9	63,2	40,4	
Matériel	Valeur (en millions de DH)	2372	868	604	3844	17,0
	% Ligne	61,7	22,6	15,7	100	
	% Colonne	23,6	32,1	14,3	22,6	
Autres immobilisations corporelles (*)	Valeur (en millions de DH)	486	30	36	552	10,2
	% Ligne	88,1	5,4	6,5	100	
	% Colonne	4,8	1,2	0,9	3,2	
S/Total	Valeur (en millions de DH)	9856	2597	4186	16639	73,8
	% Ligne	59,2	15,6	25,2	100	
	% Colonne	98	96,1	98,9	97,9	
Immobilisations incorporelles	Valeur (en millions de DH)	204	105	48	357	-6,8
	% Ligne	57,2	29,4	13,4	100	
	% Colonne	2	3,9	1,1	2,1	
Total	Valeur (en millions de DH)	10060	2702	4234	16996	70,7
	% Ligne	59,2	15,9	24,9	100	
	% Colonne	100	100	100	100	

(*) Inklus les plantations, le cheptel, les études liées à la réalisation des immobilisations corporelles.

Le tableau 1 fait apparaître que l'Etat (Ministères et Institutions) a réalisé plus que la moitié (59,2%) des acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers de l'ensemble du secteur des Administrations Publiques. Le reste est partagé entre les collectivités locales avec 24,9%, et les EPA et SEGMA avec 15,9%.

De même, il ressort du tableau 2 que les acquisitions, nettes des cessions, d'actifs non financiers par les collectivités locales s'établissent à 4,2 milliards de DH, soit une augmentation de 58,6% par rapport à l'année 1998. A signaler que les communes urbaines occupent, comme en 1998, la première place avec 37,4% de l'ensemble des immobilisations réalisées, lesquelles ont concerné principalement les ouvrages d'infrastructure (65,3%). Vient en deuxième position les communes rurales avec 31,4% du volume total des immobilisations acquises et dont les ouvrages d'infrastructure en représentent 67,9%. Ces acquisitions ont concerné principalement la construction des voies et des réseaux d'eau et d'électricité.

Tableau 2 : Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers selon le type de collectivités

Catégories d'immobilisations	Communes urbaines		Communes rurales		Autres collectivités (1)		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Terrains	-107	-6,7	12	0,9	82	6,2	-13	-0,3
Bâtiments	355	22,4	255	19,2	273	20,7	883	20,9
Ouvrages d'infrastructure	1035	65,3	902	67,9	739	55,9	2676	63,2
Matériel	264	16,7	145	10,9	195	14,7	604	14,3
Autres	24	1,5	-5	-0,3	17	1,3	36	0,8
S/Total	1571	99,2	1309	98,6	1306	98,8	4186	98,9
Immobilisations incorporelles	13	0,8	19	1,4	16	1,2	48	1,1
Total	1584	100	1328	100	1322	100	4234	100

(1) Inclus les conseils des régions, des provinces et préfectures, des communautés urbaines et des syndicats de communes.

Pour ce qui est acquisitions nettes des cessions en bâtiment, non compris les logements, les bâtiments scolaires et d'enseignement interviennent pour 51% du total des dépenses réalisées par le secteur des Administrations Publiques en 2001, suivi des bâtiments administratifs avec 24,7%.

Tableau 3 : Acquisitions nettes des cessions en bâtiments (n.c. les logements)

Catégorie de bâtiments	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Bâtiments scolaires et d'enseignement	1981	64,1	132	38,9	55	6,7	2168	51
Bâtiments administratifs	578	18,7	153	45,1	322	39,1	1053	24,7
Bâtiments à usage commercial	10	0,3	-5	-1,4	183	22,2	188	4,4
Locaux sanitaires	75	2,4	52	15,3	16	2	143	3,4
Autres bâtiments	448	14,5	7	2,1	247	30	702	16,5
Total	3092	100	339	100	823	100	4254	100

Dans le domaine des ouvrages d'infrastructure (tableau 4), on note que les dépenses d'équipement effectuées par l'Etat sont concentrées au niveau des trois catégories d'ouvrages suivantes: les "barrages, ports, digues, centrales hydroélectriques" avec 28,3% ; les "ponts, tunnels et passages" avec 25,4% ; et les "voies" avec 21%.

Quant aux EPA, les ouvrages tels que les améliorations majeures apportées aux terrains et les réseaux d'irrigation absorbent 94,1% des dépenses d'investissement.

Concernant les collectivités locales, leurs investissements sont plutôt destinés à la construction de voies, de pistes et de réseaux d'eau et d'électricité à hauteur de 76,9% de leurs dépenses en infrastructure.

Tableau 4 : Acquisitions nettes des cessions des ouvrages d'infrastructure

Catégorie d'ouvrages	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Voies	612	21	13	1	1354	50,6	1979	28,8
Réseaux d'eau, d'électricité	228	7,8	8	0,6	704	26,3	940	13,7
Amélioration majeure apportée aux terrains	37	1,3	791	62,4	83	3,1	911	13,3
Barrages, digues, installations hydroélectriques, ports et jetés...	826	28,3	16	1,3	6	0,2	848	12,4
Ponts, tunnels et passages...	742	25,4	0	0	42	1,6	784	11,4
Réseaux d'irrigation	35	1,2	402	31,7	22	0,8	459	6,7
Autres ouvrages	439	15	38	3	465	17,4	942	13,7
Total	2919	100	1268	100	2676	100	6863	100

Les acquisitions en matériel constituent, elles aussi, une part importante (24,4%) de la formation brute de capital (*FBC*) du secteur des Administrations Publiques.

Le matériel technique occupe, avec 34,4%, la première place dans l'ensemble des acquisitions en matériel. Pour les EPA et SEGMA, 53,5% de leurs acquisitions en matériel concernent le matériel technique. Quant à l'Etat et les collectivités locales, ce type de matériel absorbe respectivement 30,8% et 21% de leurs dépenses en matériel.

A noter que pour les EPA et SEGMA, 87,7% de la valeur de leurs acquisitions en matériel technique concerne les équipements en moyens de communication, en matériel d'enseignement et de laboratoire, en matériel médical et en d'autres matériels de précision (Annexe 6).

Quant à l'Etat, le matériel électrique et celui de l'enseignement et de laboratoire représentent 84,1% de la valeur des acquisitions en matériel technique (Annexe 2).

Pour les collectivités locales, 74,8% de leurs dépenses en matériel technique sont destinées aux acquisitions en matériel de pavage, en matériel électrique et en machines pour travaux publics et bâtiments (Annexe 9).

Le matériel informatique, de son côté, occupe la 2^{ème} place avec une part de 28,5% dans l'ensemble des acquisitions du secteur en matériel, gardant ainsi presque la même contribution enregistrée durant l'année 1998. Ce type de matériel absorbe 38,6% des dépenses en matériel de l'Etat et 16,4% de celles des EPA et SEGMA, alors que pour les collectivités locales ce type de matériel ne représente que 5,8%, ce qui signifie que ces dernières s'équipent lentement en ce type de matériel par rapport aux autres entités administratives, notamment en milieu rural.

Toutefois, le matériel de transport demeure le domaine privilégié des investissements des collectivités locales avec une part de 62,6% de leurs dépenses en matériel.

Tableau 5 : Acquisitions nettes des cessions en matériel

Catégorie de Matériel	Etat		EPA & SEGMA		Collectivités locales		Ensemble	
	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%	Millions DH	%
Matériel de transport	410	17,3	186	21,4	378	62,6	974	25,3
Mobilier et matériel de bureau	315	13,3	76	8,7	64	10,6	455	11,8
Matériel informatique	917	38,6	142	16,4	35	5,8	1094	28,5
Matériel technique	730	30,8	464	53,5	127	21	1321	34,4
Total	2372	100	868	100	604	100	3844	100

2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

Les données présentées dans le tableau 1 permettent la détermination de la *FBCF* qui correspond à la somme des valeurs des immobilisations corporelles et incorporelles acquises au titre de l'année 2001, déduction faite des achats de terrains et des dépenses en recherches et développement non affectées aux mines et énergie.

Au terme de cette année, la *FBCF* réalisée par le secteur des Administrations Publiques a été de 15,8 milliards de DH, soit une progression de 64,3% par rapport à l'année 1998. Elle représente 18,5% de la *FBCF* nationale. L'Etat (Ministères et Institutions), les collectivités locales et les *EPA* et *SEGMA* ont vu leur part dans le total de la *FBCF* se situer à 57,2% ; 26,6% et 16,2% respectivement.

Les constructions, constituées essentiellement des bâtiments scolaires et d'enseignement ; des bâtiments administratifs et des ouvrages d'infrastructure, s'accaparent la majorité de la *FBCF* du secteur (71,9%), contre respectivement 24,4% pour le matériel et 3,7% en autres *FBCF* (plantations, logiciels, cheptel...).

Tableau 6 : Formation brute du capital fixe (FBCF)

Groupement d'Administrations		Constructions	Matériel	Autres FBCF	Total	Variation par rapport à 1998 (en%)
Ministères et institutions	Valeurs (en millions de DH)	6149	2372	496	9017	76,9
	% ligne	68,2	26,3	5,5	100	
	% colonne	54,2	61,7	84,6	57,2	
EPA et SEGMA	Valeurs (en millions de DH)	1634	868	47	2549	36,4
	% ligne	64,1	34,1	1,8	100	
	% colonne	14,4	22,6	8	16,2	
Collectivités locales	Valeurs (en millions de DH)	3559	604	43	4206	59,7
	% ligne	84,6	14,4	1,0	100	
	% colonne	31,4	15,7	7,4	26,6	
Ensemble	Valeurs (en millions de DH)	11342	3844	586	15772	64,3
	% ligne	71,9	24,4	3,7	100	
	% colonne	100	100	100	100	

3. Répartition fonctionnelle des investissements

L'examen de la ventilation par fonction des acquisitions des actifs non financiers (tableau 7) et de la structure par type de fonction (tableau 7-1) permet de faire les observations suivantes :

- le poids important des acquisitions d'actifs non financiers au niveau des "transports, communications et autres infrastructures". Ces acquisitions estimées à 5,4 milliards de DH, représentent 31,4% de l'ensemble des dépenses d'investissements du secteur des Administrations Publiques;
- les dépenses d'investissements réalisées par les "pouvoirs publics et les services généraux" ont été de 4,7 milliards de DH, soit 26,9% de l'ensemble des dépenses d'investissements du secteur;
- les investissements dans le domaine de "l'enseignement et formation" ont totalisé 18,0 % de l'ensemble des investissements contre 8,6% en 1998;
- les parts de "l'agriculture" et de la "défense nationale" sont respectivement de 7,5% et de 5,4%. Elles ont connu un recul par rapport à l'année 1998, celles-ci étaient respectivement de 10,1% et 10,6% ;
- les dépenses d'investissements réalisés dans le domaine de la "santé" représentent 2,2% de l'ensemble des acquisitions du secteur des Administrations Publiques contre 3,5% en 1998.

**Tableau 7 : Ventilation par fonction des acquisitions des actifs non financiers
(Ensemble du secteur)**

En millions de DH

Types de fonctions	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	1319	55	1994	1306	4674
Défense nationale	271	11	595	54	931
Enseignement et formation	2181	3	633	315	3132
Culture et activités socio-éducatives	184	147	8	20	359
Santé	170	4	187	22	383
Autres actions sociales	155	311	35	26	527
Agriculture	7	1034	63	194	1298
Transports, communications et Autres infrastructures	38	5031	329	45	5443
Autres actions économiques	225	302	36	42	605
S/Total (a)	4550	6898	3880	2024	17352
Cessions des actifs non financiers(b)	71	35	36	214	356
Total (a) - (b)	4479	6863	3844	1810	16996

(1) Inclus les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles

L'examen de la structure par type de fonctions montre également qu'en matière de bâtiment, 47,9% des acquisitions répondent aux besoins de "l'enseignement et formation" en matière de bâtiments scolaires et d'enseignement. Quant aux "pouvoirs publics et services généraux", ils ont bénéficié de 29,0% de ce type d'acquisition.

Comparativement à l'année 1998, la structure au niveau des bâtiments a changé. En effet, la part des "pouvoirs publics et services généraux" était la plus élevée avec 56,1% des acquisitions, vient ensuite le domaine "d'enseignement et formation" avec une part de 13,0% des acquisitions en bâtiment.

Les "transports, communications et autres infrastructures" et "l'agriculture" concentrent la majorité des acquisitions en infrastructure, soit respectivement 72,9% et 15,0%.

Quant aux investissements en matériel, les "pouvoirs publics et services généraux" ; "l'enseignement et formation" ; et la "défense nationale" ont totalisé 83% des acquisitions contre 79,7% en 1998. Leurs contributions respectives sont de 51,4% ; 16,3% et 15,3%.

Tableau 7-1 : Structure par type de fonctions

En %

Types de fonctions	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	29,0	0,8	51,4	64,5	26,9
Défense nationale	6,0	0,2	15,3	2,7	5,4
Enseignement et formation	47,9	0	16,3	15,6	18,0
Culture et activités socio-éducatives	4,0	2,1	0,2	1,0	2,1
Santé	3,7	0,1	4,8	1,1	2,2
Autres actions sociales	3,4	4,5	0,9	1,3	3,0
Agriculture	0,2	15,0	1,6	9,6	7,5
Transports, communications et autres infrastructures	0,8	72,9	8,5	2,2	31,4
Autres actions économiques	4,9	4,4	0,9	2,1	3,5
Total	100	100	100	100	100

(1) *Inclus les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles*

L'examen de la ventilation fonctionnelle par type d'immobilisations (tableau 7-2) fait apparaître les constatations suivantes :

- la majorité des dépenses d'investissement dans les domaines de "l'enseignement et formation" ; et de la "culture et activités socio-éducatives" sont destinées principalement aux bâtiments avec respectivement 69,6% et 51,3% ;

- les acquisitions en matière d'ouvrages d'infrastructure constituent les principales dépenses d'investissement dans les domaines des "transports, communications et autres infrastructures"; et de "l'agriculture" avec respectivement 92,4% et 79,7%;
- les acquisitions du matériel constituent le principal poste des investissements réalisés dans les domaines de la "défense nationale" (63,9%), la "santé" (48,8 %) et les "pouvoirs publics et services généraux" (42,7%).

Tableau 7-2 : Structure fonctionnelle par groupe d'immobilisations

En %

Types de fonctions	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et Services généraux	28,2	1,2	42,7	27,9	100
Défense nationale	29,1	1,2	63,9	5,8	100
Enseignement et formation	69,6	0,1	20,2	10,1	100
Culture et activités socio-éducatives	51,3	40,9	2,2	5,6	100
Santé	44,4	1,0	48,8	5,7	100
Autres actions sociales	29,4	59,0	6,6	4,9	100
Agriculture	0,5	79,7	4,9	14,9	100
Transports, communications et autres infrastructures	0,7	92,4	6,1	0,8	100
Autres actions économiques	37,2	49,9	6	6,9	100
Total	26,2	39,8	22,4	11,7	100

(1) Inklus les terrains, autres immobilisations corporelles et incorporelles

4. Acquisitions d'actifs non financiers et types de budgets affectés

L'acquisition des différentes immobilisations réalisées durant l'année 2001 a été principalement financée sur les budgets d'investissement (ou d'équipement) à raison de 77,0% ; 83,1% et 96,6% respectivement pour l'Etat, les EPA et SEGMA et les collectivités locales. Le reste du financement des acquisitions a été couvert par les budgets de fonctionnement et des comptes spéciaux.

Tableau 8 : Acquisitions des actifs non financiers par type de budget et par groupement d'Administrations

Types de budgets des catégories d'Administrations	Valeur des achats (en millions de DH)	%	Grosses réparations et travaux d'aménagement (en millions de DH)	%	Travaux réalisés pour compte propre (en millions de DH)	%	Total (en millions de DH)	%
Budgets des ministères, services rattachés et institutions dont :	8622	85,3	1451	14,4	30	0,3	10103	100
Investissement	6533	84,0	1213	15,6	30	0,4	7776	100
Fonctionnement	93	56,7	71	43,3	0	0	164	100
Comptes spéciaux du Trésor	1987	92,2	167	7,8	0	0	2154	100
Dons en nature	9	100	0	0	0	0	9	100
Budgets des EPA et SEGMA dont :	1745	62,8	1028	37,0	6	0,2	2779	100
Equipement	1411	61,1	896	38,8	3	0,1	2310	100
Fonctionnement	191	58,6	132	40,5	3	0,9	326	100
Dons en nature	143	100	0	0	0	0	143	100
Budgets des collectivités locales dont :	3537	79,1	845	18,9	88	2,0	4470	100
Dépenses	3400	78,8	832	19,3	85	2,0	4317	100
Comptes spéciaux	121	89,0	12	8,8	3	2,2	136	100
Budgets annexes	3	75	1	25	0	0	4	100
Dons en nature	13	100	0	0	0	0	13	100
S/Total (c)	13904	80,1	3324	19,2	124	0,7	17352	100
Cessions des actifs non financiers (d)	356	-	-	-	-	-	356	-
Total (c) - (d)	13548	-	3324	-	124	-	16996	-

Tableau 8-1 : Structure par groupement d'Administrations*En %*

Types de budgets des catégories d'administrations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
Budgets des ministères, services rattachés et institutions dont :	100	100	100	100
Investissement	75,8	83,6	100	77,0
Fonctionnement	1,1	4,9	0	1,6
Comptes spéciaux du Trésor	23,0	11,5	0	21,3
Dons en nature	0,1	0	0	0,1
Budgets des EPA et SEGMA dont :	100	100	100	100
Equipement	80,9	87,2	50,0	83,1
Fonctionnement	10,9	12,8	50,0	11,7
Dons en nature	8,2	0	0	5,2
Budgets des collectivités locales dont :	100	100	100	100
Dépenses	96,1	98,5	96,6	96,6
Comptes spéciaux	3,4	1,4	3,4	3,0
Budgets annexes	0,1	0,1	0	0,1
Dons en nature	0,4	0	0	0,3

5. Financement des investissements

Le financement des investissements de l'Etat (ministères et institutions) n'a pas été approché par cette enquête ni par celle réalisée au titre de l'exercice 1998. Toutefois, il a été jugé nécessaire d'appréhender le financement des investissements des collectivités locales et des EPA et SEGMA.

Le financement des investissements des collectivités locales, chiffré à 4,2 milliards de DH en 2001, est presque similaire en terme de structures à celui de 1998. En effet, l'autofinancement (excédents) vient en tête avec une participation de 66,6 % du total ; suivi des emprunts du Fonds d'Equipement Communal (FEC) avec 16,2% et des transferts de TVA (dotations d'équipement) avec 9,8%.

Tableau 9 : Financement des investissements des collectivités locales

Sources de financement	En millions DH	En %
Excédents (1)	2976	66,6
TVA	439	9,8
Cessions et réductions d'immobilisations	27	0,6
Subventions d'équipement	118	2,6
Subventions de fonctionnement	31	0,7
Fonds de concours	17	0,4
Dons	40	0,9
Emprunts auprès du FEC dont :	726	16,2
<i>A long terme</i>	564	12,6
<i>A moyen terme</i>	154	3,4
<i>A court terme</i>	8	0,2
Emprunts intérieurs auprès des autres établissements dont :	12	0,3
A long terme	10	0,2
A moyen terme	2	0,1
Autres dettes	84	1,9
S/Total (c)	4470	100
Cessions des actifs non financiers (d)	236	-
Total (c) - (d)	4234	-

(1) Il s'agit essentiellement de l'excédent des recettes de l'année précédente et de l'excédent, des recettes de la première partie, relatif au fonctionnement.

Le financement des investissements des EPA et SEGMA, quant à lui, a atteint 2,7 milliards de DH en 2001, soit une croissance de 36,3% par rapport à l'exercice 1998. Il se compose principalement, comme pour l'exercice 1998, des subventions d'équipement accordées par l'Etat. Ces dernières se chiffrent à 1,4 milliards de DH, soit 50,7% du total.

L'autofinancement de ces entités a servi au financement de leurs investissements à hauteur de 515 millions de DH, soit 18,5% correspondant presque à la même part enregistrée en 1998.

Concernant la contribution des emprunts au financement des EPA et SEGMA, elle s'est limitée à 6,3% contre 9,0% en 1998, ce qui correspond à un montant de 174 millions de DH.

Tableau 10 : Financement des investissements des EPA et SEGMA

Sources de financement	En millions de DH	En %
Autofinancement (excédent)	515	18,5
Décime	4	0,2
Dotations en capital	245	8,8
Subventions d'équipement	1409	50,7
Subventions de fonctionnement	248	8,9
Participation de tiers à des travaux d'investissement	2	0,1
Dons	162	5,8
Emprunt auprès des établissements de crédit dont :	174	6,3
<i>A long terme</i>	160	5,8
<i>A moyen terme</i>	14	0,5
Autres dettes	20	0,7
S/Total (c)	2779	100
Cessions des actifs non financiers (d)	77	-
Total (c) - (d)	2702	-

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

		Pages
ANNEXE 1	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par type d'immobilisations (ensemble du secteur)	31
ANNEXE 2	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers (Ministères et institutions)	32
ANNEXE 3	Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (budget d'investissement)	33
ANNEXE 4	Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (budget de fonctionnement)	34
ANNEXE 5	Acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions (comptes spéciaux)	35
ANNEXE 6	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA	36
ANNEXE 7	Acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA (budget d'investissement)	37
ANNEXE 8	Acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA (budget de fonctionnement)	38
ANNEXE 9	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers des collectivités locales	39
ANNEXE 10	Acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales (budget d'équipement)	40
ANNEXE 11	Acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales (comptes spéciaux et budgets annexes)	41
ANNEXE 12	Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers pour l'ensemble du secteur	41
ANNEXE 13	Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des ministères et institutions	42
ANNEXE 14	Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des EPA et SEGMA	42
ANNEXE 15	Ventilation par fonction des acquisitions d'actifs non financiers des collectivités locales	43
ANNEXE 16	Ventilation des acquisitions en bâtiments (ensemble du secteur)	43
ANNEXE 17	Ventilation des acquisitions en bâtiments des ministères et institutions	44
ANNEXE 18	Ventilation des acquisitions en bâtiments des EPA et SEGMA	44
ANNEXE 19	Ventilation des acquisitions en bâtiments des collectivités locales	45
ANNEXE 20	Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructure (ensemble du secteur)	45
ANNEXE 21	Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructure des ministères et institutions	46
ANNEXE 22	Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructure des EPA et SEGMA	46
ANNEXE 23	Ventilation des acquisitions en ouvrages d'infrastructure des collectivités locales	47
ANNEXE 24	Acquisitions nettes des cessions des actifs non financiers des collectivités locales par région et type d'immobilisations	48-49
ANNEXE 25	Acquisitions nettes des cessions des actifs non financiers des communes urbaines par région et type d'immobilisations	50
ANNEXE 26	Acquisitions nettes des cessions des actifs non financiers des communes rurales par région et type d'immobilisations	51

		Pages
ANNEXE 27	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Oued- Ed- Dehab- Lagouira	52
ANNEXE 28	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Laâyoune- Boujdour-Sakia El Hamra	52
ANNEXE 29	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Guelmim- Es- Smara	53
ANNEXE 30	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : Souss- Massa- Draa	53
ANNEXE 31	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Gharb- Chrarda- Bni Hssen	54
ANNEXE 32	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Chaouia- Ouardigha	54
ANNEXE 33	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Marrakech- Tensift- Al Haouz	55
ANNEXE 34	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Oriental	55
ANNEXE 35	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Grand Casablanca	56
ANNEXE 36	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Rabat- Salé- Zemmour- Zaër	56
ANNEXE 37	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Doukkala- Abda	57
ANNEXE 38	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Tadla- Azilal	57
ANNEXE 39	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Méknès- Tafilalet	58
ANNEXE 40	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Fès- Boulemane	58
ANNEXE 41	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Taza- Al Hoceima-Taounate	59
ANNEXE 42	Acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers par province ou préfecture et type d'immobilisations : région Tanger- Tétouan	59

**ANNEXE 1 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS
PAR TYPE D'IMMOBILISATIONS (ENSEMBLE DU SECTEUR)**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Dons en nature	Cessions	Total net des cessions
<u>Immobilisations corporelles</u>	13393	3324	124	153	355	16639
Terrains	1053	27	0	0	179	901
Constructions	8546	2752	118	32	106	11342
Logements	179	14	1	4	0	198
Autres bâtiments	3432	880	13	27	71	4281
Ouvrages d'infrastructure	4935	1858	104	1	35	6863
Matériel de transport	798	97	0	100	21	974
Véhicules utilitaires	612	91	0	9	20	692
Véhicules de tourisme	67	5	0	1	1	72
Matériel naval	30	1	0	90	0	121
Matériel aérien.	0	0	0	0	0	0
Autres	89	0	0	0	0	89
Mobilier et matériel de bureau	441	20	0	1	7	455
Mobilier de bureau	331	6	0	1	0	338
Matériel de bureau	53	8	0	0	0	61
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	57	6	0	0	7	56
Matériel informatique	1055	40	0	2	3	1094
Matériel technique	1225	34	0	16	5	1270
Matériel agricole	48	3	0	0	2	49
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	51	4	0	0	0	55
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	177	3	0	4	1	183
Machines pour l'imprimerie	10	2	0	0	0	12
Equipement radio, télévision, communication	162	7	0	0	0	169
Matériel médico- chirurgical et d'orthopédie	80	9	0	5	1	93
Autres matériels de précision	152	2	0	0	0	154
Matériel et appareils électriques n.c.a	545	4	0	7	1	555
Autres immobilisations corporelles	275	354	6	2	34	603
Pavoisement	51	0	0	0	0	51
Cheptel	9	0	0	0	0	9
Plantations d'arbres	49	115	6	0	25	145
Autres	166	239	0	2	9	398
<u>Immobilisations incorporelles</u>	346	0	0	12	1	357
Recherche et développement	312	0	0	12	1	323
Logiciels	23	0	0	0	0	23
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	7	0	0	0	0	7
Autres	4	0	0	0	0	4
Total	13739	3324	124	165	356	16996

**ANNEXE 2 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS
(MINISTERES ET INSTITUTIONS)**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Dons en nature	Cessions	Total net des cessions
<u>Immobilisations corporelles</u>	8409	1451	30	9	43	9856
Terrains	842	15	0	0	8	849
Constructions	5142	1005	30	6	34	6149
Logements	126	6	0	4	0	136
Autres bâtiments	2525	570	0	2	3	3094
Ouvrages d'infrastructure	2491	429	30	0	31	2919
Matériel de transport	383	26	0	1	0	410
Véhicules utilitaires	239	25	0	1	0	265
Véhicules de tourisme	44	1	0	0	0	45
Matériel naval	29	0	0	0	0	29
Autres	71	0	0	0	0	71
Mobilier et matériel de bureau	303	12	0	0	0	315
Mobilier de bureau	232	3	0	0	0	235
Matériel de bureau	14	3	0	0	0	17
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	57	6	0	0	0	63
Matériel informatique	883	34	0	0	0	917
Matériel technique	710	19	0	2	1	730
Matériel agricole	10	1	0	0	0	11
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	34	0	0	0	0	34
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	108	0	0	0	0	108
Machines pour l'imprimerie	5	2	0	0	0	7
Equipement radio, télévision, communication...	22	5	0	0	0	27
Matériel médico- chirurgical et d'orthopédie	9	7	0	2	0	18
Autres matériels de précision	17	2	0	0	0	19
Matériel et appareils électriques n.c.a	505	2	0	0	1	506
Autres immobilisations corporelles	146	340	0	0	0	486
Cheptel	8	0	0	0	0	8
Plantations d'arbres	21	108	0	0	0	129
Autres	117	232	0	0	0	349
<u>Immobilisations incorporelles</u>	204	0	0	0	0	204
Recherche et développement	194	0	0	0	0	194
Logiciels	8	0	0	0	0	8
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	0	0	0	0	0	0
Autres	2	0	0	0	0	2
Total	8613	1451	30	9	43	10060

**ANNEXE 3 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS
(BUDGET D'INVESTISSEMENT)**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	6355	1213	30	7598
Terrains	368	15	0	383
Constructions	3759	950	30	4739
Logements	126	5	0	131
Autres bâtiments	2452	517	0	2969
Ouvrages d'infrastructure	1181	428	30	1639
Matériel de transport	355	8	0	363
Véhicules utilitaires	217	8	0	225
Véhicules de tourisme	38	0	0	38
Matériel naval	29	0	0	29
Autres	71	0	0	71
Mobilier et matériel de bureau	234	4	0	238
Mobilier de bureau	223	3	0	226
Matériel de bureau	11	1	0	12
Matériel informatique	860	4	0	864
Matériel technique	635	12	0	647
Matériel agricole	7	1	0	8
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	26	0	0	26
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	104	0	0	104
Machines pour l'imprimerie	2	0	0	2
Équipement radio, télévision, communication...	13	2	0	15
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	8	6	0	14
Autres matériels de précision	17	2	0	19
Matériel et appareils électriques n.c.a	458	1	0	459
Autres immobilisations corporelles	144	220	0	364
Cheptel	8	0	0	8
Plantations d'arbres	20	1	0	21
Autres	116	219	0	335
<u>Immobilisations incorporelles</u>	178	0	0	178
Recherche et développement	168	0	0	168
Logiciels	8	0	0	8
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	0	0	0	0
Autres	2	0	0	2
Total	6533	1213	30	7776

**ANNEXE 4 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTRES ET INSTITUTIONS
(BUDGET DE FONCTIONNEMENT)**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	93	71	0	164
Constructions	4	16	0	20
Logements	0	0	0	0
Autres bâtiments	4	16	0	20
Ouvrages d'infrastructure	0	0	0	0
Matériel de transport	2	13	0	15
Véhicules utilitaires	1	12	0	13
Véhicules de tourisme	1	1	0	2
Mobilier et matériel de bureau	57	6	0	63
Matériel informatique	15	30	0	45
Matériel technique	15	6	0	21
Matériel agricole	1	0	0	1
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	4	0	0	4
Machines pour l'imprimerie	3	2	0	5
Equipement radio, télévision, communication...	3	3	0	6
Matériel médico- chirurgical et d'orthopédie	1	0	0	1
Autres matériels de précision	0	0	0	0
Matériel et appareils électriques n.c.a	3	1	0	4
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
<u>Immobilisations incorporelles</u>	0	0	0	0
Total	93	71	0	164

**ANNEXE 5 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTRES ET INSTITUTIONS
(COMPTES SPECIAUX)**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	1961	167	2128
Terrains	474	0	474
Constructions	1379	39	1418
Logements	0	1	1
Autres bâtiments	69	37	106
Ouvrages d'infrastructure	1310	1	1311
Matériel de transport	26	5	31
Véhicules utilitaires	21	5	26
Véhicules de tourisme	5	0	5
Mobilier et matériel de bureau	12	2	14
Mobilier de bureau	9	0	9
Matériel de bureau	3	2	5
Matériel informatique	8	0	8
Matériel technique	60	1	61
Matériel agricole	2	0	2
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	8	0	8
Equipement radio, télévision, communication...	6	0	6
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	0	1	1
Matériel et appareils électriques n.c.a	44	0	44
Autres immobilisations corporelles	2	120	122
Plantations d'arbres	1	107	108
Autres	1	13	14
<u>Immobilisations incorporelles</u>	26	0	26
Recherche et développement	26	0	26
Total	1987	167	2154

ANNEXE 6 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA

En millions de DH

Types d'immobilisations	Achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Dons en nature	Cessions	Total net des cessions
Immobilisations corporelles	1508	1028	6	131	76	2597
Terrains	64	7	0	0	6	65
Constructions	693	970	6	25	60	1634
Logements	1	1	0	0	0	2
Autres bâtiments	236	160	3	25	60	364
Ouvrages d'infrastructure	456	809	3	0	0	1268
Matériel de transport	70	27	0	92	3	186
Véhicules utilitaires	56	25	0	2	2	81
Véhicules de tourisme	10	1	0	0	1	10
Matériel naval	1	1	0	90	0	92
Autres	3	0	0	0	0	3
Mobilier et matériel de bureau	71	5	0	1	1	76
Mobilier de bureau	50	2	0	1	0	53
Matériel de bureau	21	3	0	0	0	24
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	0	0	0	0	1	-1
Matériel informatique	138	5	0	2	3	142
Matériel technique	446	10	0	10	2	464
Matériel agricole	27	1	0	0	1	27
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	3	3	0	0	0	6
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	67	2	0	4	1	72
Machines pour l'imprimerie	4	0	0	0	0	4
Equipement radio, télévision, communication...	129	1	0	0	0	130
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	68	2	0	3	0	73
Autres matériels de précision	132	0	0	0	0	132
Matériel et appareils électriques n.c.a	16	1	0	3	0	20
Autres immobilisations corporelles	26	4	0	1	1	30
Cheptel	0	0	0	0	0	0
Plantations d'arbres	9	0	0	0	0	9
Autres	17	4	0	1	1	21
Immobilisations incorporelles	94	0	0	12	1	105
Recherche et développement	77	0	0	12	1	88
Logiciels	13	0	0	0	0	13
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	2	0	0	0	0	2
Autres	2	0	0	0	0	2
Total	1602	1028	6	143	77	2702

**ANNEXE 7 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA
AU TITRE DU BUDGET D'INVESTISSEMENT**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	1324	896	3	2223
Terrains	63	7	0	70
Constructions	681	879	3	1563
Logements	1	1	0	2
Autres bâtiments	225	74	0	299
Ouvrages d'infrastructure	455	804	3	1262
Matériel de transport	57	4	0	61
Véhicules utilitaires	48	3	0	51
Véhicules de tourisme	7	0	0	7
Matériel naval	1	1	0	2
Matériel aérien.	0	0	0	0
Autres	1	0	0	1
Mobilier et matériel de bureau	45	1	0	46
Mobilier de bureau	34	1	0	35
Matériel de bureau	11	0	0	11
Matériel informatique	93	1	0	94
Matériel technique	366	1	0	367
Matériel agricole	26	0	0	26
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	3	0	0	3
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	46	1	0	47
Machines pour l'imprimerie	4	0	0	4
Equipement radio, télévision, communication...	120	0	0	120
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	28	0	0	28
Autres matériels de précision	125	0	0	125
Matériel et appareils électriques n.c.a	14	0	0	14
Autres immobilisations corporelles	19	3	0	22
Plantations d'arbres	9	0	0	9
Autres	10	3	0	13
<u>Immobilisations incorporelles</u>	87	0	0	87
Recherche et développement	75	0	0	75
Logiciels	10	0	0	10
Autres	2	0	0	2
Total	1411	896	3	2310

**ANNEXE 8 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES EPA ET SEGMA
AU TITRE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	184	132	3	319
Terrains	1	0	0	1
Constructions	12	91	3	106
Logements	0	0	0	0
Autres bâtiments	11	86	3	100
Ouvrages d'infrastructure	1	5	0	6
Matériel de transport	13	23	0	36
Véhicules utilitaires	8	22	0	30
Véhicules de tourisme	3	1	0	4
Matériel naval	0	0	0	0
Autres	2	0	0	2
Mobilier et matériel de bureau	26	4	0	30
Mobilier de bureau	16	1	0	17
Matériel de bureau	10	3	0	13
Matériel informatique	45	4	0	49
Matériel technique	80	9	0	89
Matériel agricole	1	1	0	2
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	0	3	0	3
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	21	1	0	22
Equipement radio, télévision, communication...	9	1	0	10
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	40	2	0	42
Autres matériels de précision	7	0	0	7
Matériel et appareils électriques n.c.a	2	1	0	3
Autres immobilisations corporelles	7	1	0	8
Autres	7	1	0	8
<u>Immobilisations incorporelles</u>	7	0	0	7
Recherche et développement	2	0	0	2
Logiciels	3	0	0	3
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	2	0	0	2
Total	191	132	3	326

ANNEXE 9 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES

En millions de DH

Types d'immobilisations	Achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Dons en nature	Cessions	Total net des cessions
<u>Immobilisations corporelles</u>	3476	845	88	13	236	4186
Terrains	147	5	0	0	165	-13
Constructions	2711	777	82	1	12	3559
Logements	52	7	1	0	0	60
Autres bâtiments	671	150	10	0	8	823
Ouvrages d'infrastructure	1988	620	71	1	4	2676
Matériel de transport	345	44	0	7	18	378
Véhicules utilitaires	317	41	0	6	18	346
Véhicules de tourisme	13	3	0	1	0	17
Autres	15	0	0	0	0	15
Mobilier et matériel de bureau	67	3	0	0	6	64
Mobilier de bureau	49	1	0	0	0	50
Matériel de bureau	18	2	0	0	0	20
Mobilier et matériel de bureau non ventilé	0	0	0	0	6	-6
Matériel informatique	34	1	0	0	0	35
Matériel technique	69	5	0	4	2	76
Matériel agricole	11	1	0	0	1	11
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	14	1	0	0	0	15
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	2	1	0	0	0	3
Machines pour l'imprimerie	1	0	0	0	0	1
Equipement radio, télévision, communication...	11	1	0	0	0	12
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	3	0	0	0	1	2
Autres matériels de précision	3	0	0	0	0	3
Matériel et appareils électriques n.c.a	24	1	0	4	0	29
Autres immobilisations corporelles	103	10	6	1	33	87
Cheptel	1	0	0	0	0	1
Plantations d'arbres	19	7	6	0	25	7
Pavoisement	51	0	0	0	0	51
Autres	32	3	0	1	8	28
<u>Immobilisations incorporelles</u>	48	0	0	0	0	48
Recherche et développement	41	0	0	0	0	41
Logiciels	2	0	0	0	0	2
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	5	0	0	0	0	5
Total	3524	845	88	13	236	4234

**ANNEXE 10 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES
AU TITRE DU BUDGET D'EQUIPEMENT**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	3352	832	85	4269
Terrains	137	2	0	139
Constructions	2601	767	79	3447
Logements	47	4	1	52
Autres bâtiments	660	148	10	818
Ouvrages d'infrastructure	1894	615	68	2577
Matériel de transport	344	44	0	388
Véhicules utilitaires	316	41	0	357
Véhicules de tourisme	13	3	0	16
Autres	15	0	0	15
Mobilier et matériel de bureau	66	3	0	69
Mobilier de bureau	48	1	0	49
Matériel de bureau	18	2	0	20
Matériel informatique	34	1	0	35
Matériel technique	68	5	0	73
Matériel agricole	10	1	0	11
Machines pour bâtiments, mines et travaux publics	14	1	0	15
Matériel scolaire, d'enseignement et de laboratoire	2	1	0	3
Machines pour l'imprimerie	1	0	0	1
Équipement radio, télévision, communication...	11	1	0	12
Matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	3	0	0	3
Autres matériels de précision	3	0	0	3
Matériel et appareils électriques n.c.a	24	1	0	25
Autres immobilisations corporelles	102	10	6	118
Cheptel	1	0	0	1
Plantations d'arbres	19	7	6	32
Pavoiement	50	0	0	50
Autres	32	3	0	35
<u>Immobilisations incorporelles</u>	48	0	0	48
Recherche et développement	41	0	0	41
Logiciels	2	0	0	2
Œuvres récréatives, littéraires ou artistiques	5	0	0	5
Total	3400	832	85	4317

**ANNEXE 11 : ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES
AU TITRE DES COMPTES SPECIAUX ET BUDGETS ANNEXES**

En millions de DH

Types d'immobilisations	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Total
<u>Immobilisations corporelles</u>	124	13	3	140
Terrains	10	3	0	13
Constructions	110	10	3	123
Logements	5	3	0	8
Autres bâtiments	11	2	0	13
Ouvrages d'infrastructure	94	5	3	102
Matériel de transport	1	0	0	1
Véhicules utilitaires	1	0	0	1
Mobilier et matériel de bureau	1	0	0	1
Mobilier de bureau	1	0	0	1
Matériel technique	1	0	0	1
Matériel agricole	1	0	0	1
Autres immobilisations corporelles	1	0	0	1
Pavoisement	1	0	0	1
<u>Immobilisations incorporelles</u>	0	0	0	0
Total	124	13	3	140

**ANNEXE 12 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS
D'ACTIFS NON FINANCIERS POUR L'ENSEMBLE DU SECTEUR**

En millions de DH

Types de fonctions	Bâtiment	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	1319	55	1994	1306	4674
Défense nationale	271	11	595	54	931
Enseignement et formation	2181	3	633	315	3132
Culture et activités socio-éducatives	184	147	8	20	359
Santé	170	4	187	22	383
Autres actions sociales	155	311	35	26	527
Agriculture	7	1034	63	194	1298
Transports, communications et autres infrastructures	38	5031	329	45	5443
Autres actions économiques	225	302	36	42	605
S/Total (a)	4550	6898	3880	2024	17352
Cessions des actifs non financiers (b)	71	35	36	214	356
Total (a) - (b)	4479	6863	3844	1810	16996

(1) Inklus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

**ANNEXE 13 : VENTILATION PAR FONCTION D'ACQUISITIONS DES
ACTIFS NON FINANCIERS DES MINISTÈRES ET INSTITUTIONS**

En millions de DH

Types de fonctions	Bâtiment	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	714	3	1269	1071	3057
Défense nationale	271	11	595	54	931
Enseignement et formation	1991	0	361	223	2575
Culture et activités socio-éducatives	50	0	0	0	50
Santé	92	3	92	18	205
Autres actions sociales	70	219	5	5	299
Agriculture	6	77	26	146	255
Transports, communications et autres infrastructures	25	2369	25	13	2432
Autres actions économiques	14	268	0	17	299
S/Total (a)	3233	2950	2373	1547	10103
Cessions des actifs non financiers (b)	3	31	1	8	43
Total (a)-(b)	3230	2919	2372	1539	10060

(1) Inklus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

**ANNEXE 14 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS
DES EPA ET SEGMA**

En millions de DH

Types de fonctions	Bâtiment	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	225	5	337	84	651
Défense nationale	0	0	0	0	0
Enseignement et formation	133	2	270	91	496
Culture et activités socio-éducatives	1	2	1	1	5
Santé	62	1	81	4	148
Autres actions sociales	4	0	9	1	14
Agriculture	0	939	32	25	996
Transports, communications et autres infrastructures	0	319	137	0	456
Autres actions économiques	1	0	10	2	13
S/Total (a)	426	1268	877	208	2779
Cessions des actifs non financiers (b)	60	0	9	8	77
Total (a)-(b)	366	1268	868	200	2702

(1) Inklus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

**ANNEXE 15 : VENTILATION PAR FONCTION DES ACQUISITIONS
D'ACTIFS NON FINANCIERS DES COLLECTIVITES LOCALES**

En millions de DH

Types de fonctions	Bâtiment	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres (1)	Total
Pouvoirs publics et services généraux	380	47	388	151	966
Défense nationale	0	0	0	0	0
Enseignement et formation	57	1	2	1	61
Culture et activités socio-éducatives	133	145	7	19	304
Santé	16	0	14	0	30
Autres actions sociales	81	92	21	20	214
Agriculture	1	18	5	23	47
Transports, communications et autres infrastructures	13	2343	167	32	2555
Autres actions économiques	210	34	26	23	293
S/Total (a)	891	2680	630	269	4470
Cessions des actifs non financiers (b)	8	4	26	198	236
Total (a)-(b)	883	2676	604	71	4234

(1) Inklus les terrains, les immobilisations corporelles et incorporelles

**ANNEXE 16 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS
(ENSEMBLE DU SECTEUR)**

En millions de DH

Nature des bâtiments	Ministères et institutions	EPA et SEGMA	Collectivités locales	Total
Bâtiments administratifs	578	168	322	1068
Bâtiments à usage commercial	10	-5	183	188
Bâtiments industriels	4	1	32	37
Bâtiments scolaires et d'enseignement	1981	132	55	2168
Locaux sanitaires.	77	62	16	155
Maisons de jeunesse et foyers	4	1	63	68
Clubs et salles de spectacles	0	0	55	55
Bâtiments de culte.	45	0	30	75
Centres de rééducation et d'incarcération	2	0	0	2
Entrepôts	3	0	8	11
Édifices monumentaux	14	0	13	27
Autres	376	5	46	427
Total	3094	364	823	4281

**ANNEXE 17 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS
(MINISTERES ET INSTITUTIONS)**

En millions de DH

Nature des bâtiments	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Cessions	Total net des cessions
Bâtiments administratifs	438	141	1	578
Bâtiments à usage commercial	8	2	0	10
Bâtiment à usage industriel	3	1	0	4
Bâtiments scolaires et d'enseignement	1604	377	0	1981
Locaux sanitaires.	55	24	2	77
Maisons de jeunesse et foyers	1	3	0	4
Clubs et salles de spectacles	0	0	0	0
Bâtiments de culte	30	15	0	45
Centres de rééducation et d'incarcération	1	1	0	2
Entrepôts	0	3	0	3
Edifices monumentaux	14	0	0	14
Autres	373	3	0	376
Total	2527	570	3	3094

**ANNEXE 18 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS
(EPA ET SEGMA)**

En millions de DH

Nature des bâtiments	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Cessions	Total net des cessions
Bâtiments administratifs	147	54	2	35	168
Bâtiments à usage commercial	14	6	0	25	-5
Bâtiments industriels	1	0	0	0	1
Bâtiments scolaires et d'enseignement	82	49	1	0	132
Locaux sanitaires	12	50	0	0	62
Maisons de jeunesse et foyers	0	1	0	0	1
Autres	5	0	0	0	5
Total	261	160	3	60	364

**ANNEXE 19 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN BATIMENTS
(COLLECTIVITES LOCALES)**

En millions de DH

Nature des bâtiments	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Cessions	Total net des cessions
Bâtiments administratifs	249	71	3	1	322
Bâtiments à usage commercial	160	21	2	0	183
Bâtiments à usage industriel	25	7	0	0	32
Bâtiments scolaires et d'enseignement	40	15	1	1	55
Locaux sanitaires	16	1	0	1	16
Maisons de jeunesse et foyers	61	3	0	1	63
Clubs et salles de spectacle	53	2	0	0	55
Bâtiments de culte	22	7	1	0	30
Entrepôts	6	1	1	0	8
Edifices monumentaux	1	12	0	0	13
Autres	38	10	2	4	46
Total	671	150	10	8	823

**ANNEXE 20 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
(ENSEMBLE DU SECTEUR)**

En millions de DH

Nature des ouvrages d'infrastructure	Ministères et institutions	EPA et SEGMA	Collectivités locales	Total
Voies	612	13	1354	1979
Ponts, tunnels et passages	742	0	42	784
Canalisation des égouts	1	1	115	117
Canalisation d'eau potable	224	4	209	437
Réseaux d'irrigation	35	402	22	459
Réseau de télécommunications	2	6	2	10
Réseau d'électricité	4	4	495	503
Barrages, digues et installations hydroélectriques	540	16	6	562
Ports et jetées	286	0	0	286
Aéroports	6	0	6	12
Installations sportives et de loisirs	219	5	196	420
Puits, gisements	238	23	98	359
Améliorations majeures apportées aux terrains.	37	791	83	911
Autres ouvrages	-27	3	48	24
Total	2919	1268	2676	6863

**ANNEXE 21 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
(MINISTERES ET INSTITUTIONS)**

En millions de DH

Nature des ouvrages d'infrastructure	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Cessions	Total net des cessions
Voies	612	0	0	0	612
Ponts, tunnels et passages	572	170	0	0	742
Canalisation des égouts	1	0	0	0	1
Canalisation d'eau potable	223	1	0	0	224
Réseaux d'irrigation	16	19	0	0	35
Réseaux de télécommunications	2	0	0	0	2
Réseaux d'électricité	4	0	0	0	4
Barrages, digues et installations hydroélectriques	462	48	30	0	540
Ports et jetées	161	125	0	0	286
Aéroports	0	6	0	0	6
Installations sportives et de loisirs	187	32	0	0	219
Puits, gisements	236	2	0	0	238
Améliorations majeures apportées aux terrains.	12	25	0	0	37
Autres ouvrages	3	1	0	31	-27
Total	2491	429	30	31	2919

**ANNEXE 22 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
(EPA ET SEGMA)**

En millions de DH

Nature des ouvrages d'infrastructure	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Cessions	Total net des cessions
Voies	12	1	0	0	13
Canalisation des égouts	1	0	0	0	1
Canalisation d'eau potable	1	3	0	0	4
Réseaux d'irrigation	387	12	3	0	402
Réseaux de télécommunications	5	1	0	0	6
Réseaux d'électricité	3	1	0	0	4
Barrages, digues et installations hydroélectriques	15	1	0	0	16
Installations sportives et de loisirs	1	4	0	0	5
Puits, gisements	13	10	0	0	23
Améliorations majeures apportées aux terrains	16	775	0	0	791
Autres ouvrages	2	1	0	0	3
Total	456	809	3	0	1268

**ANNEXE 23 : VENTILATION DES ACQUISITIONS EN OUVRAGES D'INFRASTRUCTURE
(COLLECTIVITES LOCALES)**

En millions de DH

Nature des ouvrages d'infrastructure	Valeur des achats	Grosses réparations et travaux d'aménagement	Travaux réalisés pour compte propre	Cessions	Total net des cessions
Voies	896	423	36	1	1354
Ponts, tunnels et passages	36	5	1	0	42
Canalisation des égouts	99	15	1	0	115
Canalisation d'eau potable	180	24	6	1	209
Canalisation d'irrigation	16	4	2	0	22
Réseau de télécommunications	2	0	0	0	2
Réseau d'électricité	454	41	1	1	495
Barrages, digues et installations hydroélectriques	4	1	1	0	6
Aéroport	0	6	0	0	6
Installations sportives et de loisirs	137	53	7	1	196
Puits et gisements	72	22	4	0	98
Améliorations majeures apportées aux terrains	59	17	7	0	83
Autres ouvrages	34	9	5	0	48
Total	1989	620	71	4	2676

**ANNEXE 24 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES
COLLECTIVITES LOCALES (CL)
PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

En millions de DH

Nature d'immobilisations	Groupement régional	Oued Ed-dahab Lagouira	Laâyoune Boujdour	Guelmim Es-semara	Souss-Massa-Draa	Gharb-Chrarda	Chaouia-Ouardigha	Marrakech -Tensift	Oriental
Immobilisations corporelles	Total région	23	61	137	550	243	178	406	199
	Communes urbaines	5	24	44	152	40	72	100	93
	Communes rurales	1	2	25	232	110	70	167	38
	Autres CL	17	35	68	166	93	36	139	68
Terrains	Total région	0	0	1	-7	49	-5	-43	13
	Communes urbaines	0	0	1	-10	0	0	-47	11
	Communes rurales	0	0	0	-4	0	0	1	0
	Autres CL	0	0	0	7	49	-5	3	2
Bâtiments	Total région	4	19	26	101	36	55	98	42
	Communes urbaines	1	7	5	50	9	19	35	16
	Communes rurales	0	1	6	29	17	19	26	11
	Autres CL	3	11	15	22	10	17	37	15
Ouvrages d'infrastructure	Total région	13	35	94	371	129	96	270	117
	Communes urbaines	2	12	33	90	25	42	77	53
	Communes rurales	0	0	16	174	82	41	123	23
	Autres CL	11	23	45	107	22	13	70	41
Matériel	Total région	6	7	16	81	21	28	73	24
	Communes urbaines	2	5	5	20	5	9	31	12
	Communes rurales	1	1	3	31	4	9	15	4
	Autres CL	3	1	8	30	12	10	27	8
Autres immobilisations corporelles	Total région	0	0	0	4	8	4	8	3
	Communes urbaines	0	0	0	2	1	2	4	1
	Communes rurales	0	0	0	2	7	1	2	0
	Autres CL	0	0	0	0	0	1	2	2
Immobilisations incorporelles	Total région	0	0	1	11	5	3	4	3
	Communes urbaines	0	0	1	5	2	1	0	1
	Communes rurales	0	0	0	3	3	1	0	1
	Autres CL	0	0	0	3	0	1	4	1
Total	Total région	23	61	138	561	248	181	410	202
	Communes urbaines	5	24	45	157	42	73	100	94
	Communes rurales	1	2	25	235	113	71	167	39
	Autres CL	17	35	68	169	93	37	143	69

**ANNEXE 24 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES
COLLECTIVITES LOCALES (CL)
PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS (suite)**

En millions de DH

Nature d'immobilisations	Groupement régional	Grand Casablanca	Rabat-Salé-Zaër	Doukkala-Abda	Tadla-Azilal	Meknes-Tafilalet	Fès-Boulemane	Taza-Al hoceima	Tanger-Tétouan	Total
Immobilisations corporelles	Total région	417	465	420	86	271	284	212	234	4186
	Communes urbaines	306	201	158	41	94	106	56	79	1571
	Communes rurales	18	145	166	27	90	45	116	57	1309
	Autres CL	93	119	96	18	87	133	40	98	1306
Terrains	Total région	-19	12	11	0	7	-39	4	3	-13
	Communes urbaines	-36	10	0	1	6	-45	1	1	-107
	Communes rurales	0	1	9	-1	1	1	3	1	12
	Autres CL	17	1	2	0	0	5	0	1	82
Bâtiments	Total région	81	142	75	18	44	52	39	51	883
	Communes urbaines	58	73	15	10	14	20	10	13	355
	Communes rurales	3	39	31	7	14	17	20	15	255
	Autres CL	20	30	29	1	16	15	9	23	273
Ouvrages d'infrastructure	Total région	238	256	281	56	178	243	162	137	2676
	Communes urbaines	194	80	125	24	61	126	41	50	1035
	Communes rurales	8	101	107	16	66	22	92	31	902
	Autres CL	36	75	49	16	51	95	29	56	739
Matériel	Total région	109	50	50	12	43	23	20	41	604
	Communes urbaines	84	33	17	6	12	5	4	14	264
	Communes rurales	7	6	18	5	13	4	14	10	145
	Autres CL	18	11	15	1	18	14	2	17	195
Autres immobilisations corporelles	Total région	8	5	3	0	-1	5	-13	2	36
	Communes urbaines	6	5	1	0	1	0	0	1	24
	Communes rurales	0	-2	1	0	-4	1	-13	0	-5
	Autres CL	2	2	1	0	2	4	0	1	17
Immobilisations incorporelles	Total région	7	0	7	1	5	1	0	0	48
	Communes urbaines	1	0	1	1	0	0	0	0	13
	Communes rurales	0	0	5	0	5	1	0	0	19
	Autres CL	6	0	1	0	0	0	0	0	16
Total	Total région	424	465	427	87	276	285	212	234	4234
	Communes urbaines	307	201	159	42	94	106	56	79	1584
	Communes rurales	18	145	171	27	95	46	116	57	1328
	Autres CL	99	119	97	18	87	133	40	98	1322

**ANNEXE 25 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES
COMMUNES URBAINES PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

En millions de DH

Région	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Oued Ed-dahab – Lagouira	0	1	2	2	0	5	0	5
Laâyoune-Boujdour	0	7	12	5	0	24	0	24
Guelmim-Es-semara	1	5	33	5	0	44	1	45
Souss-Massa-Draa	-10	50	90	20	2	152	5	157
Gharb-Chrarda	0	9	25	5	1	40	2	42
Chaouia-Ouardigha	0	19	42	9	2	72	1	73
Marrakech-Tensift	-47	35	77	31	4	100	0	100
Oriental	11	16	53	12	1	93	1	94
Grand Casablanca	-36	58	194	84	6	306	1	307
Rabat-Salé-Zaers	10	73	80	33	5	201	0	201
Doukkala-Abda	0	15	125	17	1	158	1	159
Tadla-Azilal	1	10	24	6	0	41	1	42
Meknes-Tafilalet	6	14	61	12	1	94	0	94
Fes-Boulemane	-45	20	126	5	0	106	0	106
Taza-Al Hoceima	1	10	41	4	0	56	0	56
Tanger-Tétouan	1	13	50	14	1	79	0	79
Total	-107	355	1 035	264	24	1 571	13	1584

**ANNEXE 26 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS DES
COMMUNES RURALES PAR REGION ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

En millions de DH

Région	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Oued Ed-dahab – Lagouira	0	0	0	1	0	1	0	1
Laâyoune-Boujdour	0	1	0	1	0	2	0	2
Guelmim-Es-semara	0	6	16	3	0	25	0	25
Souss-Massa-Draa	-4	29	174	31	2	232	3	235
Gharb-Chrarda	0	17	82	4	7	110	3	113
Chaouia-Ouardigha	0	19	41	9	1	70	1	71
Marrakech-Tensift	1	26	123	15	2	167	0	167
Oriental	0	11	23	4	0	38	1	39
Grand Casablanca	0	3	8	7	0	18	0	18
Rabat-Salé-Zaër	1	39	101	6	-2	145	0	145
Doukkala-Abda	9	31	107	18	1	166	5	171
Tadla-Azilal	-1	7	16	5	0	27	0	27
Meknes-Tafilalet	1	14	66	13	-4	90	5	95
Fes-Boulemane	1	17	22	4	1	45	1	46
Taza-Al Hoceima	3	20	92	14	-13	116	0	116
Tanger-Tétouan	1	15	31	10	0	57	0	57
Total	12	255	902	145	-5	1 309	19	1 328

**ANNEXE 27 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Oued Ed- Dahab- Lagouira

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Aousserd	0	0	5	2	0	7	0	7
Oued- Ed-Dahab	0	4	8	4	0	16	0	16
Total	0	4	13	6	0	23	0	23

**ANNEXE 28 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Laâyoune- Boujdour-Sakia El Hamra

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Boujdour	0	6	11	4	0	21	0	21
Laâyoune	0	13	24	3	0	40	0	40
Total	0	19	35	7	0	61	0	61

**ANNEXE 29 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Guelmim- Es- Semara

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Assa- Zag	0	3	3	2	0	8	0	8
Es- Semara	0	2	3	1	0	6	0	6
Guelmim	1	10	47	6	0	64	0	64
Tan-Tan	0	4	23	3	0	30	1	31
Tata	0	7	18	4	0	29	0	29
Total	1	26	94	16	0	137	1	138

**ANNEXE 30 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Souss- Massa- Draa

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Agadir- Ida Ou Tanane	-10	36	107	12	1	146	2	148
Chtouka- Ait Baha	4	15	47	8	1	75	1	76
Inezegane- Ait Melloul	0	12	39	7	1	59	4	63
Ouarzazate	4	9	42	11	0	66	1	67
Taroudannt	1	15	84	29	1	130	2	132
Tiznit	-6	9	23	5	0	31	0	31
Zagora	0	5	29	9	0	43	1	44
Total	-7	101	371	81	4	550	11	561

**ANNEXE 31 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Gharb- Chrarda-Beni-Hssen

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	<i>Terrains</i>	<i>Bâtiments</i>	<i>Ouvrages d'infrastructure</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Total</i>		
Kénitra	49	20	52	15	7	143	3	146
Sidi- Kacem	0	16	77	6	1	100	2	102
Total	49	36	129	21	8	243	5	248

**ANNEXE 32 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Chaouia- Ouardigha

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	<i>Terrains</i>	<i>Bâtiments</i>	<i>Ouvrages d'infrastructure</i>	<i>Matériel</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Total</i>		
Benslimane	0	8	14	4	1	27	0	27
Khouribga	0	22	17	12	1	52	1	53
Settat	-5	25	65	12	2	99	2	101
Total	-5	55	96	28	4	178	3	181

**ANNEXE 33 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Marrakech- Tensift- Al Haouz

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Al Haouz	0	7	46	6	0	59	0	59
Chichaoua	1	15	20	3	1	40	0	40
El Kelaa Des Sraghna	0	16	39	9	1	65	0	65
Essaouira	0	6	44	9	1	60	0	60
Marrakech- Medina	0	0	10	3	0	13	0	13
Marrakech- Menara	-44	33	100	33	4	126	4	130
Sidi Youssef Ben Ali	0	21	11	10	1	43	0	43
Total	-43	98	270	73	8	406	4	410

**ANNEXE 34 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Oriental

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Berkane	0	4	11	4	0	19	0	19
Figuig	0	3	14	2	0	19	0	19
Jerada	0	4	6	2	1	13	1	14
Nador	3	20	23	9	0	55	2	57
Oujda- Angad	10	7	55	4	2	78	0	78
Taourirt	0	4	8	3	0	15	0	15
Total	13	42	117	24	3	199	3	202

**ANNEXE 35 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Grand Casablanca

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Ain Chock- Hay Hassani	0	4	30	12	0	46	0	46
Ain Sebaa- Hay Mohammadi	0	12	25	15	1	53	0	53
Al Fida- Derb Sultan	0	17	5	8	0	30	0	30
Ben M'Sick-Mediouna	0	3	19	10	0	32	0	32
Casablanca- Anfa	17	5	54	30	3	109	6	115
Mechouar de Casablanca	0	0	1	0	0	1	0	1
Mohammadia	5	5	55	12	3	80	0	80
Moulay Rachid- Sidi Othmane	0	11	19	14	0	44	0	44
Sidi Bernoussi- Zenata	-41	24	30	8	1	22	1	23
Total	-19	81	238	109	8	417	7	424

**ANNEXE 36 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Rabat- Salé- Zemmour- Zaër

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Khemisset	1	25	91	5	-2	120	0	120
Rabat	9	78	74	22	4	187	0	187
Salé- Al Jadida	0	14	29	8	1	52	0	52
Salé- Medina	2	15	34	5	0	56	0	56
Skhirate- Temara	0	10	28	10	2	50	0	50
Total	12	142	256	50	5	465	0	465

**ANNEXE 37 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Doukkala- Abda

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
El- Jadida	10	37	173	24	3	247	7	254
Safi	1	38	108	26	0	173	0	173
Total	11	75	281	50	3	420	7	427

**ANNEXE 38 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Tadla- Azilal

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Azilal	-1	5	20	3	0	27	0	27
Beni Mellal	1	13	36	9	0	59	1	60
Total	0	18	56	12	0	86	1	87

**ANNEXE 39 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Méknès- Tafilalet

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Méknès-Al Ismailia	4	9	17	5	0	35	0	35
El Hajeb	0	8	7	5	0	20	0	20
Errachidia	0	9	37	15	0	61	0	61
Ifrane	0	4	28	4	-3	33	0	33
Khenifra	1	8	53	9	1	72	4	76
Méknès- El Menzeh	2	6	36	5	1	50	1	51
Total	7	44	178	43	-1	271	5	276

**ANNEXE 40 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Fès- Boulemane

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Boulemane	0	8	26	4	0	38	0	38
Fès Jdid- Dar-Dbibagh	5	7	127	5	0	144	0	144
Fès- Medina	0	11	6	2	1	20	1	21
Sefrou	1	2	12	5	0	20	0	20
Zouagha- Moulay Yacoub	-45	24	72	7	4	62	0	62
Total	-39	52	243	23	5	284	1	285

**ANNEXE 41 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Taza- Al Hoceima-Taounate

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Al Hoceima	0	10	32	4	-3	43	0	43
Taounate	1	22	39	8	-2	68	0	68
Taza	3	7	91	8	-8	101	0	101
Total	4	39	162	20	-13	212	0	212

**ANNEXE 42 : ACQUISITIONS NETTES DES CESSIONS DES ACTIFS NON FINANCIERS
PAR PROVINCE OU PREFECTURE ET TYPE D'IMMOBILISATIONS**

REGION : Tanger- Tétouan

En millions de DH

Province ou préfecture	Immobilisations corporelles						Immobilisations incorporelles	Total
	Terrains	Bâtiments	Ouvrages d'infrastructure	Matériel	Autres immobilisations corporelles	Total		
Chefchaouen	1	8	13	6	1	29	0	29
Fahs- Bni Makada	0	4	9	4	0	17	0	17
Larache	0	7	14	6	0	27	0	27
Tanger- Assilah	1	17	60	12	1	91	0	91
Tétouan	1	15	41	13	0	70	0	70
Total	3	51	137	41	2	234	0	234